

Les identités sociales dans l'espace social agricole

Rodrigo I.

in

Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.).
Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12

1997

pages 201-213

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1971304>

To cite this article / Pour citer cet article

Rodrigo I. **Les identités sociales dans l'espace social agricole.** In : Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 201-213 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les identités sociales dans l'espace social agricole

Isabel Rodrigo

Institut Supérieur d'Agronomie, Lisbonne (Portugal)

Résumé. L'étude met en évidence les transformations qui se produisent dans les structures économiques et sociales des communautés rurales ainsi que leurs conséquences sur le fonctionnement sociologique et social des groupes. Ces transformations-là sont accompagnées de changements dans les profils sociologiques et dans l'identité sociale des groupes qui habitent ces mêmes espaces sociaux. L'analyse de ces changements s'appuie sur le concept d'identité sociale tel qu'il est défini ici. Dans le cadre de cette définition, l'étude identifie et délimite les contours et les significations sociologiques des identités sociales des individus et des familles qui font de l'activité agricole leur unique ou principale source de revenu. Comme on le verra, «le groupe de culture», celui des *laboureurs*, qui autrefois imprimait les caractéristiques dominantes au fonctionnement des communautés rurales, est progressivement confronté à l'apparition d'un nouveau groupe, celui des *agriculteurs*. Pour ces derniers, l'activité agricole ne représente plus un mode de vie, comme elle l'est pour ceux qui s'identifient comme étant des *laboureurs*, mais une façon de gagner leur vie. Cette analyse se base sur l'ensemble du matériel empirique recueilli, lors d'entrevues semi-directives, dans le *concelho* (commune) de Barcelos, situé au nord-ouest du Portugal.

Mots clés. Exploitation agricole familiale - Sociologie rurale - Changement social - Développement rural

Title. *Social identities in agricultural social space*

Abstract. *Demonstration of the changes that take place in the economic and social structures of rural communities and their consequences for the sociological and social functioning of groups. The changes are accompanied by modifications in the sociological profiles and the social identities of the groups that occupy these social spaces. Analysis of these changes is based on the concept of social identity as defined here. Within the framework of this definition, the contours and sociological meanings of the social identities of individuals and families for whom farming is the sole or main source of income are identified and delimited. It is seen that the 'farming group', that of workers, who used to give the functioning of rural communities their main features, is gradually becoming contrasted with a new group—farmers. For the latter, farming is no longer a way of life, as it is for those who identify themselves as workers, but a way of earning their living. This analysis is based on the set of empirical material collected during semi-directed interviews in the *concelho* (commune) of Barcelos in north-west Portugal.*

Keywords. *Family farm - Rural sociology - Social change - Rural development - Portugal*

I – Introduction

Au Portugal, le secteur agricole est très marqué par l'agriculture familiale¹. Néanmoins, il faut signaler que la population qui appartient aux unités de production familiale est de loin supérieure à celle que ces dernières arrivent à occuper². Par conséquent, le maintien et la reproduction d'un grand nombre de familles agricoles se font grâce à des revenus extérieurs.

Les salaires des membres de la famille travaillant à l'extérieur de l'exploitation, la «Prévoyance sociale» (pensions et retraites) et les revenus de l'émigration en constituent les principales sources. Etant donné que le déclin de l'activité agricole n'a pas été accompagné d'un exode rural, les unités de production familiale représentent encore aujourd'hui un soutien important pour une large part de la population portugaise, que ce soit en tant que lieu d'habitation ou en tant que complément du revenu agricole. C'est donc sur la base de ces différentes sources de revenus que la population recensée dans l'agriculture familiale est identifiée et apparaît diversifiée, d'où la distinction entre plusieurs types d'agriculture familiale. Cette diversification résulte de l'ouverture des communautés rurales à la société englobante et dont l'impact de cette dernière se manifeste à divers niveaux.

L'objectif de la présente étude est précisément d'analyser jusqu'à quel point les modifications qui se sont produites dans le fonctionnement des structures sociales locales ont été accompagnées de changements dans le profil sociologique et l'identité sociale des groupes habitant ces mêmes espaces sociaux.

C'est ainsi que seront définis les différents types d'identité des individus et des familles qui, dans un espace géographique donné, font de la culture de la terre leur unique ou principale source de revenu.

II – Présentation générale de la zone d'étude

Les traits généraux de l'agriculture familiale portugaise, donnés ci-dessus, caractérisent nettement le *concelho* de Barcelos, une des treize communes du district de Braga, situé au nord-ouest du Portugal.

Selon le dernier recensement agricole de 1979, environ 93 % des exploitations du *concelho* étaient des unités de production familiale et elles occupaient 86 % de la superficie totale. Elles recensaient 42 959 individus, soit environ 41,4 % du total de la population résidant dans ce *concelho* (INE, 1981). Cependant, seulement 21,7 % de cette population consacraient la totalité de leur temps d'activité à l'exploitation et 26,5 % avaient des revenus provenant exclusivement de l'agriculture.

Sans ignorer l'importance des individus dont les revenus provenaient surtout d'autres secteurs que l'agriculture (43,5 %), on remarque que l'exploitation agricole, à Barcelos, en 1979, constituait pour 57 % de la population la source de revenu unique (27 % d'entre eux) ou de revenu principal (30 % d'entre eux).

Les activités agricoles actuellement pratiquées déterminent la réalisation, sur l'exploitation, de la majeure partie ou de la totalité des revenus de la famille agricole. Ces données varient selon les régions (Oliveira Baptista et al., 1989). La production de bovins (viande et lait) et celle du vin représentaient, à Barcelos, en 1979, les activités agricoles les plus importantes du point de vue économique³.

L'évolution récente montre qu'une grande partie des exploitations s'oriente progressivement vers la production laitière. Cette progression de la production laitière s'effectue soit par l'augmentation du cheptel bovin total, soit par le remplacement des bovins viande par des bovins laitiers⁴.

La spécialisation vers la production laitière est due à deux facteurs :

- elle procure une rémunération élevée du travail ;
- elle garantit l'écoulement de la production laitière à des prix fixés au préalable et, donc, elle assure un équilibre budgétaire par des rentrées d'argent régulières, tous les deux mois.

Comme on le verra plus loin, de ce processus de spécialisation du système de production, découlent un nouveau profil sociologique de l'agriculteur et une nouvelle identité sociale. C'est-à-dire que, parallèlement à ces modifications introduites dans le système de production traditionnel (polyculture), surgit une autre logique autour de laquelle les individus et les familles, qui font de l'agriculture leur activité professionnelle, s'identifient, se reconnaissent et se regroupent. Cette logique a, comme on le verra, une signification différente de celle qui prédominait auparavant. Il faut encore signaler que ce processus de spécialisation facilite la concrétisation des objectifs qui sont à la base de cette nouvelle logique.

Tout d'abord, nous allons donc identifier l'unité sociale analysée dans la présente étude (les individus et les familles dont les revenus proviennent principalement ou exclusivement des exploitations agricoles familiales) et souligner l'importance de la population liée à ce type d'agriculture dans le contexte social et géographique spécifique à la zone étudiée.

Ensuite, nous analyserons quelques facteurs qui indiquent que les processus de construction sociale des identités sont liés aux modifications historiques et sociales qui se produisent dans les sociétés.

III – Les processus de construction sociale des identités et le changement social

La réflexion qui suit est centrée autour de deux questions :

- ❑ quels phénomènes sociaux justifient l'étude sociologique des identités ?
- ❑ jusqu'à quel point, et pourquoi, les cadres théoriques et conceptuels des théories sociologiques ne sont-ils pas aptes ou adaptés à la perception et à l'analyse de ces phénomènes, justifiant ainsi le recours à une notion – identité sociale – qui est extérieure à la sociologie ?

Nous avons donc pris, comme axe central d'analyse, l'ensemble des principales transformations qui affectent le fonctionnement des espaces ruraux traditionnels et qui érodent ainsi (c'est le cas à Barcelos) les marques classiques et traditionnelles de la ruralité. Ajoutons qu'à la base de cette étude se trouve en réalité un cadre social de changement qui est loin d'être spécifique à Barcelos⁵.

1. La suprématie du collectif social

Comme on le sait et selon la littérature spécialisée, la culture de la terre, qui constituait en grande partie l'activité productive dominante dans les communautés rurales, est un des indicateurs de cette ruralité. Sa raison d'être résidait dans le fait que cette activité économique, en dominant l'occupation de l'espace, conférait une spécificité au paysage-même et que, c'est autour d'elle, que se fixaient le travail et l'économie de la plupart des individus et des familles.

La culture de la terre constituait également l'axe central autour duquel se formaient les cadres des sociabilités et des relations *quotidiennes* d'interdépendance et de connaissance mutuelle de la totalité de leurs éléments. Elle était également le pôle d'agglomération autour duquel les pratiques, les comportements et les représentations sociales s'édifiaient et se consolidaient.

C'était donc essentiellement autour de la culture de la terre que l'ordre social local, souvent confondu avec un ordre naturel, se structurait. Signalons aussi que celui-ci comprenait non seulement ceux qui faisaient de la culture leur activité professionnelle, mais aussi ceux qui, exerçant d'autres activités, étaient, par elles, liées à l'activité agricole.

Dans cette acception, on peut dire que le groupe des agriculteurs, c'est-à-dire de tous ceux qui consacraient à la culture de la terre leur temps d'activité, indépendamment du fait d'être propriétaire ou non des terres, constituait le «groupe de référence» de ces espaces ou communautés, étant donné que c'était eux qui imprimaient les caractéristiques dominantes au fonctionnement de ces derniers.

En ce qui concerne ce groupe, il faut encore rappeler que, loin d'être un groupe socialement homogène, il y avait toutefois un ensemble de traits communs qui rapprochait ses éléments en leur donnant une certaine cohésion. Celle-ci se structurait autour de la convergence ou de la proximité d'idéaux et de perspectives. Aussi, les pratiques quotidiennes construisaient les représentations communes du monde et aidaient à former les configurations de l'avenir possible. Elles contribuaient également à la formation d'une mémoire collective particulièrement forte qui, d'une certaine façon, conférait au groupe local son identité sociale spécifique.

Cette identité était consolidée, par exemple, par la relative uniformité des systèmes de production pratiqués et des techniques et technologies utilisées et par les connaissances et le savoir-faire agricoles transmis par la famille ou accumulés par les générations successives du groupe local. Ce savoir, qui exigeait une connaissance des conditions sociales de fonctionnement de l'exploitation agricole, alors en syntonie étroite avec celles de la famille, reflétait les conditions techniques et les technologies du système de production, pratiqué dans sa totalité et sa complexité. Il reflétait aussi les conditions sociales sur lesquelles ce système se fixait.

Ce savoir traduisait également les caractéristiques des contextes sociaux locaux (régionaux). Toutefois, et bien que ces exemples ne concernent que l'activité productive, il faut noter que cette convergence ou proximité s'étendait à d'autres domaines de la vie sociale. Ne se limitant pas au seul domaine du travail,

c'était toutefois dans le cadre de celui-ci qu'en grande partie la convergence se forgeait et se consolidait en fonction des pratiques de travail, comme par exemple l'entraide.

L'utilisation réduite ou l'inexistence de la traction mécanique était un autre facteur qui contribuait à la consolidation de l'identité du groupe. Comme l'affirme Rémy, le tracteur, en étant «un outil privilégié de l'individualisme (...) entraîne non seulement une rupture économique et technique, mais aussi de profonds changements dans le mode de vie, modifie la vision du monde, la cosmogonie et le système de valeurs : l'homme désormais domine la nature» (Rémy, 1982).

Par ailleurs, la délimitation des frontières géographiques de ces communautés, la relative stabilité géographique du groupe liée à la rareté ou à l'inexistence d'alternatives professionnelles et, enfin, l'existence d'un passé commun, quotidiennement rappelé au groupe, faisaient que les configurations collectives de l'avenir possible comprenaient ou considéraient difficilement des hypothèses de ruptures ou de clivages dans le fonctionnement de ce système social. Au contraire, l'ensemble de ces aspects suggérait au groupe sa reproduction dans la continuité et, avec elle, la reproduction de sa propre identité sociale, localement spécifique.

En résumé, on peut donc dire que chaque communauté rurale était une totalité sociale qui correspondait, en grande partie, à un groupe de connaissance mutuelle, possédant une mémoire collective particulièrement forte qui, d'une certaine façon, lui conférait son identité sociale. Dans ce groupe, non seulement chacun connaissait tous les aspects de tous les autres, mais la signification de la totalité des pratiques et des comportements était comprise par tous.

C'était donc ces deux dimensions, simultanément individuelle et collective (étant donné qu'elles étaient socialement élaborées) que les individus établissaient entre eux dans les relations multiples et entrecroisées d'interdépendance qui soutenaient et donnaient une singularité au «nous» (identité sociale de groupe). En même temps, elles octroyaient les marques de distinction d'avec les «ils/autres» qui étaient, finalement, tout ce et tous ceux qui n'appartenaient pas à la communauté ni au groupe.

Dans ces groupes de connaissance mutuelle, le règlement des comportements individuels était exercé par les autres, lesquels correspondaient au groupe même dans sa totalité. Et c'était justement ce «dépendre des autres, la coexistence constante avec les autres, la conscience d'une union à vie, indissoluble, avec les autres et, non pas en dernier lieu, la peur immédiate des autres» qui constituaient dans ces groupes «l'aspect le plus important pour la réglementation du comportement individuel» (Elias, 1990).

2. Un monde qui a fini

Aujourd'hui, dans la société portugaise, on trouve difficilement ces totalités sociales qui coïncidaient avec des groupes de connaissance mutuelle. En effet, ces dernières décennies, un ensemble de transformations, de nature diverse, a eu comme conséquence le démembrement de la relative autarcie démographique, économique et culturelle qui caractérisait le fonctionnement de ces communautés et assurait les relations de cohésion entre leurs membres.

Devant le processus d'érosion qui pulvérise les formes du rural, le pouvoir et l'influence de cet espace et même l'activité agricole, les études de sociologie en général et de sociologie rurale en particulier ont retenu divers éléments permettant de réfléchir sur l'extension et les conséquences de ce processus.

Comme on le sait, l'intensification des relations des espaces ruraux avec les marchés est considérée comme étant à l'origine de ce processus. On explique ainsi la place privilégiée que ces études accordent aux marchés des produits et des facteurs de production et, en particulier, au marché du travail. En choisissant comme axe central d'analyse le type et la nature des relations établies entre ces marchés et ces communautés, les études visent en général à comprendre les conséquences et les transformations qui en résultent pour les structures sociales et leur fonctionnement. Sont incluses, dans ce cadre, les études qui se penchent sur ce que l'on nomme l'agriculture à temps partiel ainsi que les processus de diversification sociale et de modernisation de l'agriculture.

D'une façon générale, ces études arrivent à la conclusion que, bien que l'activité agricole continue à dominer ces espaces, cette prédominance est chaque fois plus limitée à leur occupation territoriale. Ceci

est d'ailleurs la marque qui permet encore la distinction entre ce que l'on appelle les espaces ruraux et ceux qui ne le sont pas (Oliveira Baptista, 1993).

Toutefois, ces études soulignent également le fait que cette prédominance en rapport à l'occupation territoriale est inadaptée à la nature et la composition de la population qui y réside. En effet, la population concernée devient progressivement dépendante, en termes de travail et de revenus, des marchés du travail non-agricole et, par conséquent, elle est de moins en moins liée à l'agriculture.

Ces études montrent clairement que les analyses sur ce processus d'érosion ont privilégié les transformations effectuées au niveau des structures sociales⁶.

En résumé, on a, jusqu'à présent, négligé les conséquences de ce processus au niveau des modifications qu'il introduit aussi bien dans les pratiques et le comportement individuels et collectifs que dans les significations qui leur sont attribuées et qui leur accordent des «sens communs».

On a également, et en grande partie, ignoré les effets de ce processus sur les transformations opérées au niveau des «configurations» sociales elles-mêmes, définies ici par les réseaux de relations d'interdépendance que les individus établissent entre eux et au moyen desquels se forge, se partage et se consolide l'élaboration d'un «sens commun»⁷.

Parallèlement, surgissent de nouvelles perceptions et conceptions du monde, des modes de vie, des croyances, des valeurs et aspirations, bref, des nouvelles «identités sociales».

En réalité, avec l'effondrement des frontières de l'espace rural, associé au processus d'intensification de ses relations avec la société englobante, les chaînes ou les cercles sociaux constitués par les relations d'interdépendance que ses habitants ont établies se sont aussi étendus graduellement. En conséquence, leurs catégories de perception du monde social se sont également élargies. Toutefois, dans ce processus graduel de diversification et de confrontation, les catégories traditionnelles de perception qui dominaient autrefois et qui étaient transmises par la mémoire collective du groupe local, se sont peu à peu démembrées.

Parallèlement, la conscience du moi et du nous s'élargissait et, par conséquent, se diversifiait et, avec elle, le profil même, le contenu sociologique et l'identité sociale des groupes qui habitaient les espaces ruraux. En effet, ce processus de diversification affecte non seulement la conception que l'on a de soi-même mais, aussi, celle que l'on a des autres, c'est-à-dire que «le sens que chacun a de son identité est en rapport étroit avec les "relations de nous" et de "ils" de notre propre groupe et avec notre position dans ces unités que nous désignons par "nous" et "ils"» (Elias, 1980).

Naturellement, la croissante dispersion professionnelle, géographique et sociale des familles d'agriculteurs, reflet, entre autres, de la pénétration des marchés du travail dans l'espace rural, contribue également à ce démembrement et favorise l'émergence de nouveaux types d'identité sociale.

C'est dans le cadre de cet entrecroisement de composantes sociales que sera expliqué le contenu de la notion d'identité sociale qui est à la base de cette étude. Pour l'instant et en tant que définition provisoire, l'identité sociale correspond aux différentes formes de classement de soi-même et des autres, élaborées et basées sur un système de relations d'interdépendances mutuelles qui permettent aux individus (et aux groupes) de créer et d'affirmer leurs marques de distinction. Ces marques sont, dans la présente étude, recherchées et identifiées à partir des pratiques et des comportements techniques et économiques agricoles et sociaux.

En tenant compte de l'ensemble des aspects analysés ci-devant, nous allons maintenant nous intéresser aux deux questions posées en début de cette troisième partie.

Ainsi, les phénomènes qui sont à la base et qui justifient cette étude concrète des identités correspondent exactement à la manifestation du processus de diversification déjà cité et qui est, comme on l'a vu, étroitement associé à l'ensemble des transformations historiques et sociales qui affectent les structures sociales des espaces ruraux. Par conséquent, l'analyse des contenus sociologiques des types d'identité ainsi que celle des processus de construction sociale qui les supportent nous aident à comprendre le sens du changement qui affecte les espaces sociaux où ils se manifestent.

Confrontés avec d'autres cadres de sociabilités, avec d'autres façons de voir, d'agir et de penser, résultant de la multiplication des relations d'interdépendances mutuelles que les individus établissent entre eux, il se forme, comme on l'a vu, d'autres types de solidarité, avec d'autres sens et significations. La compréhension des processus de construction sociale des identités exige donc, d'une part, que l'on soit attentif aux situations concrètes de la vie réelle des individus et, d'autre part, que ces individus soient définis simultanément comme êtres individuels et sociaux.

C'est exactement cette double exigence qui explique l'adoption d'un concept émanant de la psychologie sociale. Ceci constitue la deuxième question posée en début de cette partie. Plus précisément, c'est parce que nous acceptons le caractère indissociable des relations dialectiques entre le système social et l'existence individuelle, ce qui n'est pas normalement retenu par les cadres techniques et conceptuels des théories sociologiques disponibles, que nous adoptons, dans la présente étude, un concept extérieur à cette discipline.

En bref, les individus ne sont pas considérés comme des êtres atomisés, indépendants, autosuffisants et isolés les uns des autres et de la société ; de même, les groupes ne sont pas identifiés à partir de leurs caractéristiques et de leurs fonctionnements structurels.

IV – La notion d'identité sociale

L'objectif de cette partie est de préciser la notion d'identité sociale et d'expliquer les catégories analytiques qui ont servi de base à cette étude.

Par la notion d'identité sociale, nous entendons des «formes sociales» qui, bien qu'ayant la marque d'individualité, ne sont pas ici étudiées de ce point de vue, mais à partir des relations de coexistence, de collaboration et d'interdépendance mutuelle que les individus établissent entre eux.

Les phénomènes ou «formes sociales», qui vont être étudiés ici et qui se matérialisent en types d'identité, ont des contours qui ne sont ni rigides, ni stables. Le manque de rigidité de ces contours, d'où elles tiennent en partie leur instabilité, résulte surtout du fait que ces phénomènes ont comme support des formes de relation et d'action entre les hommes qui ne sont pas basées sur des organisations fermées, supra-individuelles (Simmel, 1977).

Ainsi, dans les conclusions sur chacun des types d'identité faisant l'objet de l'analyse, il ressortira finalement que ce que nous avons nommé "logique commune" est partagée par un ensemble d'individus, par-delà leur diversité apparente (Rémy, 1982 et 1984). C'est justement autour de cette logique commune que les individus se voient les uns les autres comme «habitants du même monde particulier», ce qui les fait converger dans des unités qui se structurent graduellement, sans toutefois former des organisations proprement dites, et simultanément diverger d'autres unités de même nature mais avec une logique commune différente. Ainsi, le processus de constitution de ces unités est un processus double d'intégration/diversification, avec et contre, par affirmation/distinction, qui est présent non seulement à son origine mais aussi dans sa dynamique de fonctionnement et de transformation.

Etroitement liée aux situations concrètes de la vie réelle des individus, cette dynamique se forme et s'affirme progressivement dans le cadre des réseaux de sociabilité et des cercles sociaux qui s'établissent et s'élargissent. Plus précisément, c'est sur la base d'une composante de relations que les contours des unités sociales mentionnées ci-dessus et leurs logiques communes se profilent et se cimentent simultanément.

D'après ce qui vient d'être dit, l'identité sociale est ici définie comme le résultat d'un double processus, d'affirmation versus distinction, qui se construit à partir des relations d'interdépendance et des cercles sociaux que les individus établissent et entrecroisent entre eux dans le quotidien des situations concrètes de la vie réelle. Ce double processus se construit autour des pratiques et des systèmes de significations qui, étant partagés par plusieurs individus, les conduisent à se constituer en groupes.

Les pratiques et les comportements techniques et économiques agricoles et sociaux forment les catégories analytiques de cette étude. C'est donc autour de l'analyse du comment on vit et du comment on fait/produit que l'on tâche de saisir le sens de ce que l'on est.

Bien que ces catégories analytiques soient marquées par l'individualité (puisque cette dernière marque les pratiques et les comportements qui, par conséquent, traduisent ce que l'on a appris), les individus sont pris ici non comme êtres indépendants, isolés, autosuffisants et «extérieurs» à la «société», mais plutôt comme des êtres simultanément individuels et sociaux, c'est-à-dire «comme produits de la société et éléments de la société» (Simmel, 1977).

V – De laboureur à agriculteur : le processus de construction sociale des identités

La notion d'«identité sociale» a été d'abord définie dans ce travail en fonction de la façon dont les individus se classifient et s'identifient eux-mêmes ainsi que les autres. Si l'on reprend cette acception, on constate que, dans le cadre de l'espace géographique et social où cette étude a été effectuée, il est dès lors possible de réunir les individus et les familles en deux grands groupes : les agriculteurs et les autres.

Ce système de classification est fondé sur la reconnaissance de l'activité productive exercée et qui est, par conséquent, à l'origine du revenu familial. Il correspond donc, rappelons-le, à celui des critères statistiques pour la classification des individus selon les diverses catégories socioprofessionnelles.

Ainsi, la possibilité de pouvoir s'identifier soi-même et être reconnu comme agriculteur (ce terme est encore utilisé dans un sens large) exige, dès lors, non seulement que le temps d'activité soit occupé par la culture de la terre mais, aussi et surtout, que le revenu familial provienne majoritairement ou dans sa totalité de l'exploitation agricole.

On comprend ainsi que les actuels retraités, même s'ils continuent à être liés à la culture de la terre, soient identifiés comme tels. De la même façon, on peut expliquer que les individus liés aux marchés du travail, même lorsqu'ils consacrent un temps d'activité à l'exploitation dans laquelle ils habitent, soient reconnus par le groupe des agriculteurs sur base de ce lien. Outre ces situations, le groupe des *autres* comprend aussi ceux qui se sont complètement détachés de l'agriculture.

Bref, «ce que l'on est» est défini par tous en fonction de «ce que l'on fait pour vivre».

L'importance des liens des communautés rurales avec la société englobante, via les marchés du travail, est ici bien manifeste et a déjà dépassé celle que détenait le groupe de parenté dans les communautés rurales traditionnelles. Cependant, le groupe de connaissance mutuelle, bien qu'il n'ait déjà plus les fonctions ni le dynamisme d'autrefois, lorsque ses espaces étaient relativement délimités et fermés, reste encore présent. La preuve en est le degré de connaissance que l'on a des autres et qui se manifeste au niveau des connaissances que l'on a sur ce qu'ils font pour vivre : comment ils cultivent, ce qu'ils cultivent, comment ils vivent, ce qu'ils possèdent.

Bien que ceux qui s'identifient comme agriculteurs se trouvent dans la génération des plus jeunes, il faut dès à présent signaler que ce type d'identité ou d'unité sociale n'est pas basé sur des variables démographiques mais, plutôt, comme on l'a vu précédemment, sur une logique commune qui est différente de la logique de ceux qui se définissent comme laboureurs.

Par la suite, nous allons tâcher d'expliquer ces différences ainsi que leurs significations respectives.

Pour les agriculteurs, les aspects économiques, techniques et professionnels de l'agriculture sont considérés comme étant les dimensions qu'il importe non seulement d'observer et de valoriser mais aussi de superposer à une éthique et à une culture qui, traditionnellement, accordaient un sens, socialement incorporé, au groupe de ceux qui faisaient de la culture de la terre leur mode de vie. Ce groupe est à l'origine des actuels agriculteurs. L'essence de cette culture correspond aux marques de distinction de ceux qui, actuellement, se disent laboureurs. C'est elle qui leur confère originalité parce que c'est, autour d'elle, que les membres de ce type d'identité se reconnaissent comme habitants d'un même monde particulier. On peut donc affirmer que l'identité sociale des agriculteurs se traduit par les intentions communes d'affirmation en tant que professionnels, en même temps qu'ils cherchent à imposer la reconnaissance de ce statut à l'activité économique qu'ils exercent.

Ce processus d'affirmation est visible à travers les pratiques et les comportements qu'ils adoptent. Ils visent ainsi à se distinguer des laboureurs et, simultanément, à atteindre une parité économique et sociale avec d'autres couches sociales pour lesquelles ce statut est reconnu. Néanmoins, étant donné que la culture de la terre a des exigences spécifiques et que le fonctionnement de l'unité de production, même si cette dernière est considérée comme une entreprise, continue à être assuré par le travail des membres de la famille du chef d'exploitation, ces couches pourront difficilement correspondre aux couches urbaines.

En résumé, on peut affirmer que le «groupe de culture», celui des laboureurs, qui autrefois imprimait les caractéristiques dominantes au fonctionnement des communautés rurales est progressivement confronté à l'apparition d'un nouveau groupe que l'on peut dire groupe professionnel. La compétence professionnelle et la rationalité technique et de gestion constituent deux des principes qui soutiennent la logique commune des habitants de ce milieu particulier. Pour les agriculteurs, l'activité agricole ne signifie plus un mode de vie, comme elle l'est pour ceux qui se définissent comme laboureurs, mais une façon de gagner la vie.

La signification sociologique de qui est agriculteur et qui est laboureur sera ici analysée, sur la base des modes de faire/produire et de vivre. On constate, toutefois, que dans certains aspects de ces domaines sociaux, les points de rupture sont évidents et faciles à identifier alors que, dans d'autres, ils sont moins visibles.

1. Les pratiques et les comportements sociaux

En réalité, bien qu'entre les agriculteurs et les laboureurs on ne remarque pas de grandes différences en ce qui concerne les disponibilités de temps non occupé par l'activité agricole, on note cependant des distinctions en ce qui concerne aussi bien leur occupation que les espaces sociaux qu'ils occupent. Pour tous ceux qui se consacrent à la culture de la terre, le week-end se limite encore au dimanche où le fait d'aller à la messe a, pour tous, un caractère obligatoire. Les différences surgissent donc dans la façon dont sont essentiellement occupées les après-midi.

Ainsi, la «promenade dans les champs pour aller voir les terres» dont ne peuvent se passer les laboureurs ou la visite dans la proche famille résidant dans les environs sont progressivement remplacées chez les agriculteurs par les promenades dans les villes les plus proches ou à la plage lorsque le temps le permet. Toutefois et bien que ce modèle soit adopté préférentiellement par les agriculteurs plus jeunes, pour les plus âgés, le café reste le local de fréquentation privilégié.

De ces différences, il ressort avant tout un élargissement des cercles sociaux et des cadres de sociabilité, ce qui va occasionner une diversification des catégories de perception sociale des membres de ce groupe. On remarque ainsi que l'espace du loisir s'est progressivement élargi, à un premier stade, à l'espace du café, localisé encore dans les limites de la *freguesia* (paroisse), mais qui permet déjà des sociabilités d'un autre type étant donné qu'il est également fréquenté par des individus liés au marché du travail, pour ensuite, au stade suivant, dépasser les frontières mêmes de cette *freguesia*.

Par ailleurs, les agriculteurs attribuent une grande importance au confort et à la décoration intérieure des habitations, aux biens de consommation comme l'automobile ou encore à la possibilité donnée aux enfants d'entrer à l'université. Ceux-ci sont des éléments d'une stratégie par laquelle on recherche une parité avec les couches sociales qui, encore récemment, ne faisaient pas partie du référentiel des populations rurales. Simultanément et progressivement, le profil du groupe se définit, le contenu sociologique de celui-ci s'établit et ses membres se distinguent des laboureurs. C'est aussi, dans ce cadre, que s'expliquent la fréquentation chaque fois plus grande des restaurants et le désir manifesté par la majorité, sinon déjà mis en pratique par certains, de «passer des vacances d'été et d'aller à la plage durant une quinzaine de jours».

Ces pratiques et comportements sociaux sont autant d'indices de ce que les plus jeunes aspirent à faire de la pratique de l'activité agricole une profession où l'activité productive est limitée à des périodes bien déterminées dans le temps et dans l'espace. Ce sont d'ailleurs les principaux avantages que les agriculteurs attribuent à l'accès au marché du travail et qu'ils reconnaissent à ceux qui y participent déjà. Néanmoins, «être son propre maître, ne pas être soumis à des ordres ni à des horaires fixes» et finale-

ment «avoir des revenus plus importants», sont les arguments qu'ils développent pour valoriser l'activité économique qu'ils ont choisie.

2. Les pratiques et les comportements techniques et économiques agricoles

La transformation de l'exercice de l'agriculture en *profession* est facilitée par la spécialisation du système de production. Ceci est une des raisons du succès qu'a connu dans la couche sociale des *agriculteurs* le modèle de modernisation de l'agriculture proposé pour la région par les Services Officiels. Toutefois, avec ce processus de spécialisation, non seulement les cultures mais aussi les pratiques agricoles techniques et économiques et le «savoir» lui-même ont été modifiés⁸.

Fortement appuyé par les Services Officiels, par un appui technique accordé dans le cadre de la vulgarisation rurale par des cours de formation professionnelle ou encore par des prêts et subsides acheminés de préférence vers les chefs d'exploitations réceptifs au «changement», ce processus de changement a provoqué des clivages avec les plus âgés, notamment dans le groupe des laboureurs.

Le savoir traditionnel, transmis par l'expérience du travail familial au sein de la collectivité mais aussi par le propre groupe local à travers des modalités de travail comme l'entraide, a été remplacé par un autre type de savoir qui est scolaire, technique et spécialisé, classifié et transmis comme étant le savoir valable, universel.

D'une part, l'inaccessibilité à ce savoir par les laboureurs et, d'autre part, le renvoi progressif du savoir traditionnel à un rôle secondaire par les plus jeunes d'entre eux, provoquent un sentiment de marginalisation et d'injustice dans ce groupe. Ces sentiments transparaissent au niveau de leurs appréciations des politiques agricoles nationales et communautaires. Ils se manifestent aussi, et avec plus de véhémence, lorsqu'ils évaluent les comportements de ceux qui sont entrés plus récemment dans la profession. Selon les laboureurs, les subsides et prêts ont été mal distribués, gaspillés même, étant donné qu'ils ont été acheminés vers ceux qui «ne sentent pas l'amour du labourage». D'un autre côté, les énormes sommes investies et les degrés d'endettement communs à une grande majorité des agriculteurs sont opposés au modèle traditionnel du «bon agriculteur».

Selon ce modèle, la priorité est donnée à l'épargne, principalement destinée à l'élargissement du patrimoine foncier, mais non pas à l'investissement, tout au moins en ce qui concerne les montants élevés, comme c'est le cas actuellement chez les chefs d'exploitation les plus intéressés par le modèle «moderniste».

La place que les laboureurs occupaient dans l'espace social local et l'utilité de cette place sont chaque fois plus menacées. Cette menace, qui se fait sentir au niveau du pouvoir culturel que la possession et la transmission du savoir confèrent au groupe, s'étend à d'autres domaines de la vie sociale, notamment à celui du prestige social dont la majorité des éléments du groupe jouissait encore récemment à l'intérieur de l'espace rural. Ce prestige résultait surtout d'un patrimoine culturel qu'ils détenaient et qu'ils contrôlaient, d'une certaine façon, mais aussi d'un patrimoine économique, en grande partie, attribué par le fait d'être propriétaire de la terre. Toutefois, cet indicateur économique subit également des changements.

Pour les agriculteurs actuels, il est plus important de disposer d'une grande surface d'un seul tenant, qu'elle soit en propriété ou affermée, que d'être propriétaire d'une grande surface divisée en plusieurs parcelles. Selon ce groupe, la mécanisation intégrale du travail agricole et l'utilisation efficace de la traction mécanique sont deux aspects marquants de leur modèle du «bon agriculteur». Et, leurs possibilités de concrétisation dépendent exactement de la possibilité de disposer de superficies continues et bien dimensionnées.

Les modifications de cet indicateur sont associées aux changements qui se vérifient dans les processus d'installation et de succession.

Alors que les agriculteurs se sont installés à partir de la terre qu'ils avaient en propriété et surtout de la terre prise en fermage aux parents et/ou beaux-parents, l'entrée dans la profession des laboureurs correspondait rarement au moment de la succession. L'installation se faisait sur une parcelle de terre, généralement de dimension réduite, cédée, dans les situations les plus favorables, par les parents ou beaux-parents ou alors par affermage à des non-parents.

Le patrimoine foncier se formait de deux façons : par voie d'héritage ou par acquisitions successives au cours du cycle de vie de la famille, ce qui, d'une certaine façon, renforçait le maintien de la dispersion de la propriété.

Aujourd'hui, ce processus d'extension du patrimoine foncier est formellement refusé par les agriculteurs. La mécanisation intégrale des opérations de culture n'est pas, comme on l'a dit, compatible avec cette dispersion. Ainsi, le mode d'accroissement de la superficie cultivée, soit par acquisition, soit par fermage, dépend en grande partie de la possibilité de réaliser le remembrement. La valeur affective que possédait la terre autrefois tend à être dépassée par une valeur purement économique, utilitaire.

Il convient ici d'éclaircir que les laboureurs ne s'identifient pas en s'opposant ou en refusant les processus de modernisation de l'agriculture en tant que tels ou en tant que spécialisation des systèmes de production ou utilisation de nouvelles technologies de production. Beaucoup d'entre eux, en effet, ont été les premiers, au niveau de la *freguesia*, à adopter le maïs hybride, à avoir abandonné l'association maïs-haricot ou à avoir stocké les grains dans des silos. C'est pourquoi, ils ressentent comme une injustice la place qui leur est assignée suite au processus de marginalisation cité plus haut.

Toutefois, à travers leurs pratiques et leurs comportements techniques et économiques agricoles, il devient évident que l'adoption de ces processus est faite selon leur propre vision. Ainsi, les laboureurs n'adoptent pas le changement mais cherchent à s'y adapter. Dans ce processus d'adaptation, on voit clairement l'importance de l'indépendance économique dans leur modèle du «bon agriculteur». Ce modèle, non seulement les empêche d'éliminer la production destinée à l'autoconsommation, mais les empêche aussi, de par leur notion du risque, de confier les recettes de l'exploitation à une seule production.

On peut donc affirmer que ce sont exactement les significations distinctes que les éléments de chacun de ces deux groupes attribuent aux nouveaux modes de production et de travail qui distinguent les laboureurs des agriculteurs. En les adoptant, les laboureurs cherchent à s'adapter au changement sans toutefois écarter les modèles traditionnels du «bon agriculteur». Ils tâchent ainsi également de conserver l'essence idéologique et aussi éthique qui conférerait une spécificité à l'identité sociale locale.

Ceci nous permet d'affirmer que ceux qui se reconnaissent aujourd'hui comme laboureurs sont les actuels représentants de cette identité.

Dans leur modèle, le mode d'organisation de la vie était étroitement lié à celui de l'activité productive et la définition du travail agricole était faite sur la base d'une conception familiale : le travail agricole comprenait tout type d'activité qui s'exerçait dans l'exploitation, celle-ci étant considérée comme lieu d'habitation et de production. Le mode d'organisation de la vie était alors étroitement associé à l'activité productive.

En réalité, la production pour l'autoconsommation est une pratique suivie par les laboureurs mais généralement écartée par les agriculteurs, à moins qu'elle ne soit imposée par le pouvoir paternel. La même chose se passe avec la diversification des productions destinées au marché.

De plus, chez les agriculteurs, il existe une exclusion réelle mais aussi symbolique de certaines pratiques encore suivies par les laboureurs. L'habitude «d'aller voir les champs le dimanche», indirectement liée à l'activité productive et appartenant plus à la tradition qu'à l'univers professionnel, le maintien des vignes pour séparer les terres ou encore la culture des bords de terrain sont autant d'exemples de pratiques liées au domaine social du travail, qui sont aujourd'hui condamnées et dévalorisées par les agriculteurs. Le dernier exemple illustre bien que ces deux types d'identité possèdent des logiques communes mais distinctes qui correspondent bien à deux identités sociales.

Ainsi, selon les modèles du «bon agriculteur» des laboureurs, au travail est associé et incorporé non seulement le plaisir mais, surtout, le plaisir de bien le faire. D'ailleurs, ce sens éthique est expliqué par les laboureurs eux-mêmes. En effet, ils évaluent négativement les pratiques des agriculteurs qui préfèrent ne pas cultiver des morceaux de terre non mécanisables plutôt que de les travailler à la main. Chez les agriculteurs, le plaisir du travail bien fait a été dépassé par l'attrait de meilleures conditions de travail. Celles-ci passent par la mécanisation intégrale des opérations culturales et, par conséquent, par un moindre effort physique et par le fait de «rester propre».

Ce plaisir a été également remplacé par l'attrait du résultat économique, en termes de bénéfices. Il faut dire que la pure logique économique a une réceptivité totale à l'intérieur du groupe des agriculteurs. C'est à travers elle que la parité économique avec d'autres groupes est recherchée et comparée. Alors que pour les agriculteurs le bénéfice est un but en soi, pour les laboureurs il est considéré comme une récompense du travail bien fait, comme l'accomplissement d'une éthique.

En somme, la dignité et la respectabilité de la place que les laboureurs occupaient dans l'espace social local et l'utilité même de cette place sont aujourd'hui de plus en plus menacées et, avec elles, le passé lui-même ainsi que la mémoire collective qui conférait aux communautés rurales une identité sociale.

Les modifications vérifiées dans les modalités de faire/produire et de vivre illustrent que les hiérarchies de compétence et d'autorité, localement établies, ont changé. Plus précisément, elles sont progressivement remplacées par d'autres hiérarchies dans le cadre de l'émergence d'une nouvelle identité sociale. Naturellement, ces modifications vont affecter la conservation des relations de voisinage, le positionnement des groupes eux-mêmes et «la nature et les relations des positions sociales occupées par les différents groupes de personnes» (Elias, 1980). On peut donc affirmer que le sentiment de marginalisation dont il est question ci-dessus reflète, en grande partie, une marginalisation réelle.

La formation de cette nouvelle identité sociale se fait à travers les cadres de sociabilité que les *agriculteurs* établissent et les cercles sociaux qu'ils fréquentent.

3. Les réseaux de sociabilité et les cercles sociaux

Sur ce plan, il faut à nouveau souligner l'importance des Services Officiels et leur intervention dans le processus de construction sociale de ce type d'identité. En réalité, dans un premier stade, ce fut par la formation professionnelle que des individus, originaires de divers espaces sociaux mais partageant des aspirations et des convictions identiques, ont établi leurs premiers contacts. Et par la suite, le maintien des contacts a été de leur propre initiative.

Comme le démontre l'information empirique collectée, le cadre initial de l'activité agricole a été rapidement dépassé. De plus, il faut encore souligner que la connaissance ne se limite point aux frontières du lieu d'habitation et de travail mais va même au-delà des frontières du *concelho*.

Les visites de groupes dans des foires agricoles ou des exploitations agricoles en différents endroits du pays, organisées à leur propre initiative, permettent de cimenter les contacts et les convictions communes. Par ailleurs, la construction de réseaux de connaissance mutuelle propres est un moyen à travers lequel les éléments du groupe, non seulement s'affirment collectivement et multiplient ensemble leurs catégories de perception sociale, mais acquièrent une relative autonomie et diversité par rapport aux groupes locaux des producteurs agricoles. Parallèlement, il construisent ensemble leurs propres structures d'influence en dehors de ces groupes et entre eux ; ces dernières sont différentes de celles qui, autrefois, étaient en place et prédominaient dans les communautés rurales.

Ainsi, la diversité des espaces et des cercles sociaux, qu'ils soient institutionnels ou non, est fondamentale dans la formation ainsi que dans la consolidation des processus de construction sociale des identités. C'est là que les individus se retrouvent et élaborent ensemble les réponses à donner aux changements de situations.

VI – Conclusion

Dans cette étude, nous avons mis en évidence, au moyen de l'information empirique recueillie dans un espace social et géographique bien délimité, que les modifications dans les structures sociales et dans le fonctionnement des espaces sociaux agricoles sont accompagnées de changements dans le profil sociologique et l'identité sociale des groupes qui consacrent leur temps d'activité à la culture de la terre. Les conséquences de ces derniers changements nous invitent à réfléchir sur trois questions concrètes que nous laisserons en suspens.

1. La première concerne la dichotomie «famille-exploitation agricole» qui a fait l'objet d'une attention spéciale dans le cadre du débat théorique sur l'agriculture familiale. Bien que des chefs d'exploitation, qui s'identifient comme agriculteurs et qui cherchent à rompre avec le «groupe de culture» qui était le leur à l'origine, ne craignent pas les investissements et valorisent la rentabilité économique, ils ne peuvent pas être comparés à des entrepreneurs agricoles. Les relations de production qui supportent le fonctionnement de ces exploitations agricoles continuent à être familiales.

2. La deuxième question est relative au processus de réorganisation des *espaces physiques et sociaux* qui est associé aux modifications du profil sociologique des groupes y habitant. Alors que les réseaux de connaissance mutuelle se sont élargis et diversifiés, il convient d'analyser leurs interférences dans la définition des limites et des contenus des espaces agricoles et du travail mais, aussi, des espaces de vie et des sociabilités.

3. La troisième question est relative aux modifications de la stratification sociale qui résultent de la recomposition de ces groupes sociaux. La nouvelle identité sociale se base sur des principes de nature technique et économique mais, aussi, idéologique et professionnelle. Dans le groupe des *agriculteurs*, on pressent déjà la naissance d'une nouvelle «élite». L'influence de l'appareil de l'Etat dans la constitution de cette «élite», les comportements politiques de ce groupe, la position relative de la place qu'il occupe dans la structure sociale locale et les modifications que celle-ci a introduit dans le processus de stratification sociale sont des aspects qui méritent une réflexion approfondie.

De cette étude il apparaît également que par l'analyse des types d'identité et de leur processus de construction sociale, il est possible de saisir le sens du changement social dans sa complexité et dans sa diversité, tel qu'il est compris et vécu par ceux qui sont concernés par ce changement.

Bien que ces conclusions concernent un espace social précis et ne peuvent donc pas être extrapolées *intégralement* à d'autres espaces, elles montrent que c'est à partir d'analyses micro-sociales que les transformations qui s'opèrent au sein des groupes peuvent être comprises et analysées.

Notes

1. Etant définie ici comme une agriculture dont le travail sur l'exploitation est réalisé en totalité ou en partie par la famille du chef d'exploitation.
2. Cf. "Agricultura, Espaço e Sociedade Rural" de Fernando Oliveira Baptista, travail présenté à ce séminaire par l'auteur.
3. Ces deux activités contribuaient chacune, avec environ 24 %, à la valeur ajoutée brute (VAB) créée par l'ensemble des exploitations familiales du *concelho de Barcelos*.
4. En 1979, le lait et la viande représentaient, respectivement 48 % et 52 % de la VAB totale de l'élevage bovin. Les techniciens régionaux certifient que cette tendance était également confirmée dans la majorité des exploitations agricoles analysées.
5. Bien que l'histoire locale, la mémoire et l'imaginaire collectif lui confèrent une spécificité propre, qui est aussi locale.
6. Dans une perspective différente de celle adoptée dans la présente étude, Almeida (1986) souligne que le lien entre les membres des familles agricoles et les marchés du travail non-agricole entraîne des modifications dans les comportements sociaux, culturels et politiques, non seulement de ces individus mais aussi du groupe familial lui-même (Almeida, 1986).
7. Avec la notion de «configuration» telle que l'a définie N. Elias (Elias, 1980, pp. 141-142), on cherche à «modérer la contrainte sociale de parler et penser comme si "l'individu" et la "société" étaient antagoniques et différents. (...) Par configuration nous entendons le modèle imitable créé par l'ensemble des acteurs non seulement par leurs intellects mais aussi par ce qu'ils sont dans leur ensemble, la totalité de leurs actions dans les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres».
8. Les pratiques agricoles sont ici considérées comme une façon de faire (avec quoi, avec quels gestes, ...).

Références

- Almeida, J.F. (1986). *Classes Sociais nos Campos. Camponeses Parciais numa Região do Noroeste*. ICS, Lisboa, 544 p.
- Elias, N. (1980). *Introdução à Sociologia*. Edições 70, Lisboa, 202 p.

- **Elias, N.** (1990). *La Sociedad de los Individuos*. Ediciones Península Barcelona, 270 p.
- **Oliveira Baptista, F. et al.** (1989). *Agricultura familiar no distrito de Braga*. In : *Estudos de Homenagem a Ernesto Veiga de Oliveira*. INIC, Centro de Estudos de Etnologia, Lisboa, pp. 17-37.
- **Oliveira Baptista, F.** (1993). *Agricultura, Espaço e Sociedade Rural*. Fora do Texto, Coimbra, 113 p.
- **Portugal. Instituto Nacional Estatística-INE** (1979). *Recenseamento Agrícola do Continente (RAC/79)*. INE, Lisboa.
- —. **Instituto Nacional Estatística-INE** (1981). *XII Recenseamento Geral da População*. INE, Lisboa.
- **Rémy, J.** (1982). *Le Métier d'Agriculteur : façons de produire et façons d'être des agriculteurs Sarthois*. Institut National de la Recherche Agronomique, Paris, 3 volumes.
- — (1984). *Agriculteurs biologiques et maraîchers hors-sol : la recherche d'une identité sociale*. Institut National de la Recherche Agronomique, Paris, 51 p.
- **Simmel, G.** (1977). *Sociología : Estudios sobre las formas de socialización*. Alianza Editorial, Madrid, 2 volumes.

